

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

A R R Ê T

n° 219.274 du 9 mai 2012

A. 193.352/XV-1064

En cause : **1. SCHWERS** Thierry,
 2. MASURE Nathalie,
 ayant élu domicile chez
 Me Q. de RADIGUËS, avocat,
 chaussée de la Hulpe 150
 1170 Bruxelles,

contre :

1. la commune de Woluwe-Saint-Pierre,
 ayant élu domicile chez
 Mes S. DEPRÉ et O. VAN DER KINDERE, avocats,
 avenue Louise 240
 1050 Bruxelles,

2. la Région de Bruxelles-Capitale.

Partie intervenante:

l'association momentanée SOCATRA
- Entreprises Louis DE WAELE - Société
de Services Belgique - PUNT VASTGOED
BELGIË,
 ayant élu domicile chez
 Me St. NOPERE, avocat,
 avenue Paul Hymans 71
 1200 Bruxelles.

LE CONSEIL D'ÉTAT, XV^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 10 juillet 2009 par Thierry SCHWERS et Nathalie MASURE qui demandent l'annulation de la «décision du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Woluwe-Saint-Pierre du 3 mars 2009 par laquelle est octroyé à la Société momentanée Socatra-De Waele-SDS-Punt Vastgoed België un permis relatif au lotissement d'un bien sis avenue Jan Olieslagers, cadastré section D n° 257/Y/3, 257/E/4, 264/S/2, 257/G/4, 258/G/4, 258/G et 263/D»;

Vu la requête introduite le 7 septembre 2009 par laquelle l'association momentanée SOCATRA - Entreprises Louis DE WAELE - Société de Services Belgique - PUNT VASTGOED BELGIË demande à intervenir dans la procédure;

Vu l'ordonnance du 16 septembre 2009 accueillant cette requête en intervention;

Vu le dossier administratif;

Vu le mémoire en réponse de la première partie adverse, le mémoire en réplique et ampliatif et le mémoire en intervention;

Vu le rapport de M. P. DEBROUX, auditeur au Conseil d'État;

Vu la notification du rapport aux parties et les derniers mémoires;

Vu l'ordonnance du 20 février 2012, notifiée aux parties, fixant l'affaire à l'audience du 20 mars 2012 à 9 heures 30;

Entendu, en son rapport, M. I. KOVALOVSKY, conseiller d'État;

Entendu, en leurs observations, Me Q. de RADIGUÈS, avocat, comparaisant pour les requérants, Me O. VAN DER KINDERE, avocat, comparaisant pour la première partie adverse, et Me St. TOUSSAINT, *loco* Me St. NOPERE, avocat, comparaisant pour les parties intervenantes;

Entendu, en son avis conforme, M. P. DEBROUX, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par une lettre du 16 mars 2012, le conseil des requérants a fait savoir au Conseil d'État que ses clients se désistent de leur recours; que rien ne s'oppose à ce que le désistement soit accueilli,

D É C I D E :

Article 1^{er}

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 475 euros, sont mis à la charge des requérants, à concurrence de 237,50 euros chacun.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XV^e chambre, le neuf mai deux mille douze par :

M.	M. LEROY,	président de chambre,
M.	J. VANHAEVERBEEK,	conseiller d'État,
M.	I. KOVALOVSKY,	conseiller d'État,
M.	Fr. QUINTIN,	greffier assumé.

Le Greffier assumé,

Le Président,

Fr. QUINTIN

M. LEROY